

ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS D'INSÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Jeudi 28 novembre 2024

INTRODUCTION

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à une recrudescence des défis sécuritaires. Entre 2020 et 2023, les attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques dans des pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont entraîné la fermeture de plus de 13 250 écoles, affectant environ 2,5 millions d'enfants, selon l'UNICEF. Au Burkina Faso, le nombre d'établissements fermés pour cause d'insécurité a augmenté de près de 33 %, atteignant 6 150 écoles en 2023. Ainsi, une école sur quatre était fermée dans le pays. Au Mali, 1 726 écoles ont cessé leurs activités, privant 517 800 enfants de scolarisation à la fin de l'année 2022.

Les infrastructures éducatives sont gravement affectées. Entre 2021 et 2023, les écoles ont été la cible d'attaques violentes allant de destructions physiques aux enlèvements massifs d'élèves et d'enseignants. Ces agressions affaiblissent la confiance des communautés dans les systèmes éducatifs et augmentent le risque de décrochage scolaire durable. Ces fermetures ne sont pas uniquement causées par les attaques directes contre les écoles, mais également par les déplacements massifs de population. En 2023, la région du Sahel central comptait plus de 2,9 millions de déplacés internes, dont une grande majorité d'enfants en âge scolaire. Ces enfants, souvent déracinés et traumatisés, perdent non seulement l'accès à l'éducation, mais aussi un cadre sécurisant indispensable à leur développement.

Le quotidien des enfants déscolarisés est également marqué par de nombreux dangers. Leur risque d'enrôlement dans des groupes armés est nettement plus élevé que celui des enfants scolarisés. Les filles, quant à elles, sont particulièrement exposées aux violences basées sur le genre.

Dans le cadre de la série d'événements consacrés par WATHI au renforcement et à la transformation des systèmes éducatifs en Afrique de l'Ouest, avec le soutien de l'Ambassade d'Irlande au Sénégal, la question de l'éducation en situation d'insécurité ne pouvait être ignorée. Dans une région où l'insécurité empêche encore la réouverture des écoles dans certains pays, les efforts des gouvernements et des partenaires pour promouvoir l'apprentissage à distance doivent être poursuivis et renforcés afin de garantir la continuité pédagogique des élèves concernés.

LES PANÉLISTES INVITÉS

- Nasroune Walet Ouefane**, Directrice exécutive de l'ONG Appui à la scolarisation et le développement des enfants pour une meilleure intégration nationale (Asdemin Mali)
- Koffi Segniagbeto**, Responsable national, Partenariat mondial pour l'éducation
- Priscilla Gomes**, Responsable régionale de l'éducation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- Aujourd’hui, près de 14 millions de personnes sont déplacées de force en Afrique de l’Ouest et du Centre, dont plus de la moitié sont des enfants. Parmi les pays les plus touchés, on compte le Burkina Faso, avec 2,1 millions de déplacés internes et le Mali, où 1,4 million de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer. Au Niger, 1 million de personnes sont déplacées, réparties équitablement entre réfugiés et déplacés internes. Les conflits et l’insécurité ont des répercussions profondes sur la qualité et la continuité de l’éducation, notamment pour les populations vulnérables, telles que les enfants déplacés et réfugiés vivant dans des zones d’instabilité.
- Plus de 14 000 écoles ont été fermées en 2014, privant les enfants d’espaces d’apprentissage sécurisés, pourtant essentiels à leur bien-être. De nombreuses écoles sont attaquées, incendiées ou le personnel et les apprenants font l’objet d’enlèvements par des groupes armés non étatiques. Ce climat de peur dissuade les familles d’envoyer leurs enfants à l’école, même après leur réouverture. La situation est exacerbée par une pénurie d’enseignants. Ces derniers ont fui les zones de conflit, tandis que ceux qui restent doivent travailler dans des conditions extrêmement difficiles, ce qui détériore encore davantage la qualité de l’enseignement.
- Les enfants affectés par les conflits, notamment les déplacés, sont confrontés à des obstacles supplémentaires à savoir le manque de soutien psychosocial, des barrières linguistiques pour les réfugiés et l’insuffisance criante d’infrastructures éducatives. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de la moitié des enfants réfugiés de la région ne sont pas scolarisés. Les filles sont particulièrement touchées, affichant des taux de scolarisation encore plus faibles que les garçons. L’interruption prolongée de la scolarité accroît le risque de décrochage scolaire ; seuls 17 % des enfants réfugiés atteignent le niveau secondaire, un taux bien en dessous des moyennes nationales, les filles sont toujours plus pénalisées que les garçons.
- Les écoles qui restent ouvertes sont surchargées et manquent de ressources, compromettant la qualité de l’éducation et réduisant les perspectives d’avenir des élèves. Les filles sont particulièrement exposées à des dangers tels que les mariages précoces, les violences sexuelles, l’exploitation sous différentes formes. Les garçons, quant à eux, font face à un risque accru de recrutement forcé par les groupes armés. Privés d’un cadre scolaire stable, ces enfants deviennent vulnérables aux pressions exercées par ces groupes, qui exploitent leur isolement et leur précarité.
- À long terme, l’absence d’éducation entraîne un cercle vicieux de pauvreté et d’exclusion. Le lien entre éducation et stabilité est bien établi. Les pays avec des niveaux élevés d’éducation connaissent une meilleure stabilité sociale et politique. À l’inverse, ceux avec un faible accès à l’éducation subissent davantage de conflits internes et de violences. Le manque d’accès à l’éducation compromet les perspectives de reconstruction, perpétue la dépendance à l’aide humanitaire et freine l’émergence d’une paix durable, que ce soit pour les populations hôtes ou pour les déplacés.
- Le Sahel est une région où la population est très dispersée, ce qui représente un véritable défi pour l’éducation. Au Niger, chaque année, environ 25 000 enfants supplémentaires de 6 ans doivent être accueillis dans le système scolaire. Cela nécessite la construction de 600 à 700 nouvelles salles de classe, le recrutement de 600 à 700 enseignants supplémentaires, un budget additionnel de 10 à 15 millions de dollars. La fermeture de 14 000 écoles dans le Sahel équivaut à la totalité des écoles du Niger, illustrant l’ampleur du problème. Pour accueillir les enfants en âge d’être scolarisés, il faudrait 12 millions de dollars supplémentaires. Le budget de l’éducation au Niger augmente d’environ 15 à 20 milliards de FCFA par an. Si 15 milliards sont utilisés pour intégrer les nouveaux élèves, il ne reste que 5 milliards pour les autres dépenses. La qualité de l’apprentissage en est fortement affectée. En plus des contraintes démographiques et budgétaires, s’ajoutent les défis sécuritaires qui ne font qu’accentuer la fragilité du système éducatif.
- La pandémie de COVID-19 avait contraint de nombreux établissements scolaires à fermer, en utilisant les technologies numériques pour garantir la continuité pédagogique. Dans certains pays, l’école à distance s’est révélée une solution efficace, en rendant l’enseignement accessible à un plus grand nombre de familles. Cependant, cette solution numérique présente des limites comme la faible disponibilité de la technologie, l’accès limité à Internet et aux équipements numériques, la rareté des ressources éducatives accessibles en ligne ou hors connexion. Malgré ces défis, certaines initiatives régionales sont en train d’émerger. Le Bureau de Dakar de l’UNESCO développe d’importantes ressources éducatives numériques, accessibles même en situation d’urgence et d’insécurité. Certains partenaires mettent en place des centres d’accès à ces ressources, permettant ainsi aux élèves les plus vulnérables de poursuivre leur apprentissage.

- L'accompagnement du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) joue un rôle crucial en contribuant à transformer durablement les systèmes éducatifs et à relever les défis auxquels les pays sont confrontés. Grâce à ce soutien, un grand nombre d'enfants, qui autrement n'auraient pas eu accès à l'école, peuvent être scolarisés. Bien que les gouvernements investissent massivement dans l'éducation, représentant la principale source de financement du secteur, le GPE permet d'assurer des changements structurels essentiels. Les budgets nationaux sont généralement alloués au paiement des salaires des enseignants, tandis que les financements externes permettent de couvrir des dépenses en infrastructures et en réformes éducatives, souvent inaccessibles avec les seules ressources nationales.
- Le Mali connaît une augmentation significative du nombre de déplacés internes et, depuis l'année dernière, l'arrivée massive de réfugiés en provenance du Burkina Faso, ce qui a doublé la population réfugiée dans le pays, atteignant aujourd'hui plus de 160 000 personnes. Les difficultés rencontrées par les réfugiés, les déplacés et les communautés hôtes sont souvent similaires notamment les interruptions de scolarité et les besoins urgents de réintégration scolaire. Une des stratégies du HCR pour y remédier est la mise en place de la Stratégie de scolarisation accélérée passerelle (SSAP), qui permet aux enfants âgés de 8 à 12 ans de suivre un programme éducatif condensé en 9 mois avant d'intégrer le système formel. Au Niger, des initiatives communautaires sont mises en place pour adapter l'éducation aux besoins des populations déplacées. Le HCR a noué deux partenariats. Avec l'Université de Genève (programme InZone), permettant aux jeunes réfugiés, déplacés et nationaux de suivre des formations à distance à Niamey et Diffa dans des domaines tels que l'éducation en situation d'urgence et la santé communautaire. Avec l'Institut Bioforce à Dakar, qui forme des réfugiés, déplacés et membres des communautés hôtes à devenir des relais communautaires, facilitant ainsi l'accès à l'éducation et à l'aide humanitaire dans des zones difficiles d'accès.
- La région peine déjà à fournir une éducation de qualité à sa population, et l'afflux de réfugiés aggrave cette pression. Ce phénomène ne concerne pas uniquement le Sahel. Aujourd'hui, 22 % de la population mondiale réfugiée est accueillie dans les pays les moins développés, mettant à rude épreuve des systèmes éducatifs fragiles, notamment en zones rurales, où les infrastructures scolaires sont limitées, voire inexistantes. Toutefois, l'Afrique de l'Ouest demeure une région d'hospitalité. Malgré leurs propres difficultés, les pays du Sahel accueillent les réfugiés sans remettre en question leur intégration dans les systèmes éducatifs nationaux. Contrairement à d'autres régions, aucun système éducatif parallèle n'a été mis en place, garantissant une meilleure inclusion des déplacés dans l'éducation formelle.
- L'arrivée de réfugiés exerce une pression sur les infrastructures scolaires, mais peut aussi représenter une opportunité pour le développement local. Au Tchad, en 2015, face à l'afflux de réfugiés du Nigeria, un camp de réfugiés a été créé avec deux écoles primaires. Aujourd'hui, la moitié des élèves sont des enfants tchadiens, car aucune école n'existe auparavant dans la zone. L'intégration des réfugiés dans le système national permet donc une réponse éducative inclusive, bénéfique à l'ensemble de la communauté. Le Tchad, qui accueille 1,2 million de réfugiés (un chiffre doublé en un an et demi), a développé un système bien rodé. Les enseignants sont identifiés par le HCR et ses partenaires, ainsi que par les autorités éducatives locales. Des tests et vérifications de diplômes sont réalisés avant leur recrutement. Une formation au curriculum tchadien en arabe est dispensée par les autorités compétentes. Grâce à ce dispositif, des réfugiés enseignants obtiennent les mêmes diplômes que leurs homologues tchadiens et participent à l'enseignement.
- Le recrutement forcé des garçons par les groupes armés est un facteur clé de la poursuite des conflits. On note ainsi une grave violation des droits de l'enfant, une exposition à un environnement violent et traumatisant, un conditionnement à la violence, perpétuant l'instabilité régionale. Privés d'éducation et de perspectives d'avenir, ces enfants deviennent à leur tour des agents de la violence, maintenant un cycle de peur et de destruction au sein des communautés.

RECOMMANDATIONS

- Engager des discussions entre les gouvernements et les groupes armés non étatiques afin de faciliter la réouverture des écoles. Une approche multisectorielle doit être adoptée, en s'appuyant sur des cadres internationaux tels que la Déclaration sur la Sécurité dans les Écoles et le Cadre global pour la sécurité scolaire. Ces initiatives visent à assurer la protection des élèves et du personnel éducatif ainsi qu'à garantir la continuité pédagogique.
- Sécuriser le trajet domicile-école en instaurant des comités d'évaluation des risques et des accompagnateurs

pour les enfants dans les zones sensibles.

- Former les enseignants et sensibiliser les élèves aux mesures de protection en cas d'attaque (plans d'évacuation, signaux d'alerte) et assurer l'implication des communautés locales dans l'identification des risques et la mise en œuvre de solutions adaptées.
- Inclure les enseignants réfugiés dans les écoles pour maintenir leur professionnalisation tout en comblant le manque d'enseignants dans certaines régions.
- Former les enseignants et impliquer les organisations de jeunesse dans l'accompagnement psychosocial des élèves et des populations en leur donnant les moyens d'organiser des sessions de discussion et des activités de soutien adaptées aux enfants en détresse.
- Installer dans les écoles des salles sécurisées dotées d'un système de verrouillage, d'éclairage et de toutes les commodités indispensables en cas d'attaque.
- Réaliser des évaluations systématiques des vulnérabilités des systèmes éducatifs pour adapter les mesures de protection et garantir un accès sûr et durable à l'éducation.
- Concevoir des plans de réponse rapide pour ajuster les méthodes éducatives en fonction des besoins spécifiques des communautés locales.
- Renforcer les capacités des enseignants et intégrer des approches pédagogiques adaptées aux besoins des filles, des enfants victimes de violences ou de traumatismes psychologiques, afin de leur garantir un environnement scolaire sécurisé et inclusif.
- Soutenir les initiatives locales pour assurer la continuité pédagogique portées par les communautés. Au Mali, des femmes ont créé des écoles communautaires pour empêcher leurs enfants d'être déscolarisés ou enrôlés dans des groupes armés.

CITATIONS DES INVITÉS

« La sécurité dans la région du Sahel a des conséquences très graves et multiples sur l'accès à l'éducation, notamment avec la fermeture massive des écoles dans les zones de conflit au centre et au nord du Mali. »

» Nasroune Walet Ouefane, Directrice exécutive de l'ONG Asdemin / Appui à la scolarisation et au développement des enfants pour une meilleure intégration nationale (Mali).

« Dans de nombreux pays, le recours à la technologie est une solution efficace, mais sa faiblesse réside dans l'accès à Internet qui reste limité. » Koffi Segniagbeto, Country Team Lead, Partenariat mondial pour l'éducation.

« Dans la région du Sahel, certaines initiatives sont en cours. Le Bureau de Dakar de l'UNESCO dispose d'un programme important de ressources éducatives mobilisables et mises à disposition des élèves, y compris ceux en situation d'urgence et d'insécurité. » Koffi Segniagbeto, Country Team Lead, Partenariat mondial pour l'éducation.

« Les écoles sont attaquées, incendiées et les enfants enlevés par des groupes armés non étatiques. Ce climat de peur dissuade les familles d'y envoyer leurs enfants, même lorsque les écoles rouvrent. » Priscilla Gomes, Regional Education Lead pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDÉO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



@WATHI_ThinkTank



@wathi_think_tank



@wathi-think-tank

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

